



VOIX D'OUTRE-MER

Au lendemain d'une des journées les plus agitées de cette conférence de Gênes, si fertile en orages, M. Lloyd George esquissait vers l'Amérique un geste de détresse. Ah! disait-il à peu près, si l'Amérique voulait se faire entendre! Elle seule possède la voix de la Paix!

L'Amérique a parlé. Sollicitée par le Premier anglais de collaborer aux réunions d'experts, qui se tiendront à La Haye, dans le but de régler les affaires russes, elle vient de répondre qu'elle ne s'y rendrait pas.

Elle s'accompagne ce refus d'un langage que M. Lloyd George n'appellera peut-être plus la voix de la paix, mais que nous pouvons bien appeler, nous, la voix de la raison.

Nous avons de la sympathie pour les Américains, et je ne crois pas qu'ils nous détestent. Pour beaucoup de raisons, leur avis nous intéresse extrêmement. Quel est-il donc?

Il faut marquer d'abord que l'Amérique fait une différence très nette entre le peuple russe et le gouvernement des Soviets. L'Amérique sympathise de manifeste, une fois de plus, l'amitié profonde que ressent le peuple américain pour le peuple russe, ainsi que son vif intérêt pour toutes les mesures qui tendent à la restauration de la vie économique et au rétablissement de sa prospérité que font espérer les capacités et les ressources de la Russie.

Les représentants de la Russie seraient pu faire entendre, à Gênes, l'appel d'une nation agonisante, le cri d'un peuple affamé. Il semble bien qu'en réponse, l'amitié profonde de l'Amérique se fût affirmée par un geste généreux.

Mais ce n'est pas en cette qualité que la délégation russe est venue à Gênes. Nous n'y avons vu que des hommes d'affaires, marchant à la recherche des capitaux et des ressources de la Russie, et prenant figure, tour à tour, de diplomates, d'historiens avertis, de juristes-scientistes érudits. Tandis qu'ils tendaient une main pour recevoir, leur autre main brandissait une consultation ou tenait le procès de l'Europe.

A ces hommes d'affaires, l'Amérique parle en homme d'affaires. Le problème final et inévitable qui se pose, c'est la restauration de la production en Russie, dont les conditions ont encore à être réalisées et doivent être normalement par les Russes eux-mêmes.

Et les Américains se refusent pas d'engager ultérieurement « une enquête qui établirait les bases économiques d'une restauration de la production, sans laquelle il ne peut être question d'accorder des crédits ».

Vous voulez des crédits pour vous rétablir. Ne pouvez-vous être plus net, vous en accordant avant « la restauration de la production, dont les conditions ont encore à être réalisées ».

En définitive, le communisme dit à la société capitaliste : « Donnez-moi de l'argent et je vivrai ».

La société capitaliste a répondu : « Promettez-moi que vous êtes capable de vivre et je vous donnerai les moyens de vous développer ».

L'Amérique se garde bien de porter un jugement sur la forme de gouvernement qui fleurit en Russie. Mais elle laisse clairement entendre qu'elle jugera l'arbre par ses fruits et qu'elle est bien décidée à ne pas passer le figure stérile au vent.

Lloyd George sent à été d'un autre avis et nous savons quelques-unes de ses raisons. La France et la Belgique n'ont jamais tenu un autre langage. Quel réconfort ce doit être pour leurs hommes d'Etat, qu'une si énergique, que si éclatante approbation!

J. C.

A la Conférence des Ambassadeurs L'ex-impératrice Zita en Espagne. — Les voies stratégiques en pays rhénan.

Paris, 17 mai. — La Conférence des ambassadeurs, réunie ce matin au quai d'Orsay, a émis l'avis qu'il n'y avait pas d'objection à formuler au sujet du séjour en Espagne de l'ex-impératrice Zita.

La Conférence s'est ensuite occupée de l'organisation de la police dans la zone neutre d'Alsace. Elle s'est enfin entretenue de la construction de certaines voies ferrées d'intérêt stratégique dans les territoires rhénans occupés.

Une communication sera adressée à ce sujet à l'Allemagne qui devra interrompre les travaux en cours et supprimer ou modifier certaines lignes stratégiques, avant la fin de la période d'occupation.

LA MISSION DU GENERAL BAUER EN RUSSIE

La réorganisation de l'armée rouge par les Allemands

Nous avons dit qu'en exécution du traité de Rapallo, le général Bauer, délégué de l'état-major allemand, est arrivé à Moscou, afin d'étudier des négociations avec le gouvernement des Soviets et prendre une connaissance détaillée de l'état actuel de l'organisation de l'armée rouge.

Ainsi, les négociations préliminaires qui seront engagées, en premier lieu, entre Berlin et Moscou, seront celles qui concernent la convention militaire. Au cours de la séance qui fut tenue en présence de l'état-major russe, le général Bauer a dénoncé que la réduction de l'armée rouge portera une atteinte grave à l'indépendance économique de la Russie. Il a insisté sur la nécessité qu'il y avait à ajourner la décision définitive à ce sujet jusqu'à la fin de la Conférence de Gênes.

Le général Bauer a exposé ensuite un projet d'organisation de la ligne ferroviaire-Moscou-Kaliningrad-Königsberg-Königsberg, pour le transport du matériel de guerre. On s'est entretenu ensuite sur l'attitude qu'il convenait de prendre au cours de la conférence germano-soviétique de Gênes, qui ne s'ouvrira à Riga aujourd'hui et qui est chargée de régler la circulation ferroviaire sur la ligne suédoise.

Enfin, divers projets ont été examinés suivant lesquels les chemins de fer de la Lettonie et de la Lituanie seraient chargés d'assurer le transit de l'Allemagne et de la Russie en dehors des frontières de la Pologne.

MORT SUBITE DE M. PAUL-MEUNIER

Paris, 17 mai. — On annonce la mort subite, à son domicile, 18, rue Marignan, à Paris, de M. Paul-Meunier, ancien député de l'Aube.

M. Paul-Meunier, âgé de 51 ans, était originaire de Saint-Parrès-les-Vaudes (Aube).

Il avait été élu député de l'Aube en 1906 et avait été réélu en 1912 et 1918.

M. Paul-Meunier avait été élu député de l'Aube en 1906 et avait été réélu en 1912 et 1918.

M. Paul-Meunier avait été élu député de l'Aube en 1906 et avait été réélu en 1912 et 1918.

M. Paul-Meunier avait été élu député de l'Aube en 1906 et avait été réélu en 1912 et 1918.

M. Paul-Meunier avait été élu député de l'Aube en 1906 et avait été réélu en 1912 et 1918.

M. Paul-Meunier avait été élu député de l'Aube en 1906 et avait été réélu en 1912 et 1918.

M. Paul-Meunier avait été élu député de l'Aube en 1906 et avait été réélu en 1912 et 1918.

M. Paul-Meunier avait été élu député de l'Aube en 1906 et avait été réélu en 1912 et 1918.

M. Paul-Meunier avait été élu député de l'Aube en 1906 et avait été réélu en 1912 et 1918.

M. Paul-Meunier avait été élu député de l'Aube en 1906 et avait été réélu en 1912 et 1918.

M. Paul-Meunier avait été élu député de l'Aube en 1906 et avait été réélu en 1912 et 1918.

M. Paul-Meunier avait été élu député de l'Aube en 1906 et avait été réélu en 1912 et 1918.

M. Paul-Meunier avait été élu député de l'Aube en 1906 et avait été réélu en 1912 et 1918.

M. Paul-Meunier avait été élu député de l'Aube en 1906 et avait été réélu en 1912 et 1918.

M. Paul-Meunier avait été élu député de l'Aube en 1906 et avait été réélu en 1912 et 1918.

M. Paul-Meunier avait été élu député de l'Aube en 1906 et avait été réélu en 1912 et 1918.

M. Paul-Meunier avait été élu député de l'Aube en 1906 et avait été réélu en 1912 et 1918.

M. Paul-Meunier avait été élu député de l'Aube en 1906 et avait été réélu en 1912 et 1918.

M. Paul-Meunier avait été élu député de l'Aube en 1906 et avait été réélu en 1912 et 1918.

M. Paul-Meunier avait été élu député de l'Aube en 1906 et avait été réélu en 1912 et 1918.

M. Paul-Meunier avait été élu député de l'Aube en 1906 et avait été réélu en 1912 et 1918.

M. Paul-Meunier avait été élu député de l'Aube en 1906 et avait été réélu en 1912 et 1918.

M. Paul-Meunier avait été élu député de l'Aube en 1906 et avait été réélu en 1912 et 1918.

M. Paul-Meunier avait été élu député de l'Aube en 1906 et avait été réélu en 1912 et 1918.

M. Paul-Meunier avait été élu député de l'Aube en 1906 et avait été réélu en 1912 et 1918.

M. Paul-Meunier avait été élu député de l'Aube en 1906 et avait été réélu en 1912 et 1918.

M. Paul-Meunier avait été élu député de l'Aube en 1906 et avait été réélu en 1912 et 1918.

M. Paul-Meunier avait été élu député de l'Aube en 1906 et avait été réélu en 1912 et 1918.

M. Paul-Meunier avait été élu député de l'Aube en 1906 et avait été réélu en 1912 et 1918.

M. Paul-Meunier avait été élu député de l'Aube en 1906 et avait été réélu en 1912 et 1918.

M. Paul-Meunier avait été élu député de l'Aube en 1906 et avait été réélu en 1912 et 1918.

M. Paul-Meunier avait été élu député de l'Aube en 1906 et avait été réélu en 1912 et 1918.

M. Paul-Meunier avait été élu député de l'Aube en 1906 et avait été réélu en 1912 et 1918.

M. Paul-Meunier avait été élu député de l'Aube en 1906 et avait été réélu en 1912 et 1918.

M. Paul-Meunier avait été élu député de l'Aube en 1906 et avait été réélu en 1912 et 1918.

M. Paul-Meunier avait été élu député de l'Aube en 1906 et avait été réélu en 1912 et 1918.

M. Paul-Meunier avait été élu député de l'Aube en 1906 et avait été réélu en 1912 et 1918.

M. Paul-Meunier avait été élu député de l'Aube en 1906 et avait été réélu en 1912 et 1918.

M. Paul-Meunier avait été élu député de l'Aube en 1906 et avait été réélu en 1912 et 1918.

Une réunion de la sous-commission des affaires russes

Gênes, 17 mai. — La sous-commission des affaires russes a tenu, de 10 h. 15 à 13 h. 5, une nouvelle réunion plénière. La France et la Belgique n'étaient pas représentées. La délégation des soviets était au complet, avec MM. Tchitcherine, Krassine, Litvinof et Bukowski.

UN DISCOURS DE TCHITCHERINE Au début de la réunion, M. Tchitcherine a lu un discours, dans lequel il a exprimé le regret que ses travaux de la conférence ne soient poursuivis si longtemps hors de la présence des Russes.

La sous-commission avait pourtant, dit-il, comme but, l'élaboration d'un projet d'accord général avec la Russie.

Ce projet, dit M. Tchitcherine, ne concorde pas avec les propositions faites par nous, c'est pourquoi nous faisons toutes réserves en ce qui concerne la méthode qui sera mise en pratique à La Haye, et la Russie n'accepte pas la responsabilité d'un nouvel échec éventuel.

Après avoir accepté formellement le principe de leur collaboration aux travaux des commissions de La Haye, M. Tchitcherine a présenté alors des observations de détail sur le projet. Il a tout d'abord protesté formellement contre l'exclusion de l'Allemagne des travaux des commissions de La Haye. En ce qui concerne le choix de la ville de La Haye, M. Tchitcherine a suggéré au premier lieu Stockholm, au second lieu Riga, et, dans un esprit de conciliation, Londres ou Rome.

M. Tchitcherine insiste également pour que soit mentionnée dans le pacte projeté, la cessation des agressions commises contre la Russie par des bandes armées contre-révolutionnaires. M. Tchitcherine affirme que le gouvernement de Moscou possède la preuve d'une préparation d'attaque, faite par le général Wrangel, contre le sud de la Russie.

M. Tchitcherine se réserve, au surplus, d'apporter ultérieurement des amendements précis sur tous les points qu'il critique.

M. Skirmunt répond à M. Tchitcherine, que la Pologne a expulsé de son territoire quelques officiers du général Wrangel. Il existe bien, en Pologne, des camps où se trouvent cohabités des soldats blancs, mais ces camps sont surveillés.

M. Skirmunt conclut en déclarant qu'il est prêt à dire que l'adhésion de la Pologne au pacte de non-agression n'annule en rien les obligations de son gouvernement envers la Russie.

M. Bratiano s'élève ensuite que M. Tchitcherine ait pu dire sévèrement que les deux ou trois mille hommes qui subsistent de l'armée du général Wrangel, puissent envahir la Russie.

M. Lloyd George intervient à ce sujet. M. Lloyd George répond aux observations de M. Tchitcherine. L'Allemagne a été exclue de la commission des experts, dit-il, mais il ne faut pas oublier qu'elle a déjà traité directement avec les Russes et qu'elle s'est entendue avec eux sur un accord neutre. La Haye, à cet égard, répondait absolument à ce désir.

En terminant, M. Lloyd George déclare que, suivant les pactes de non-agression, l'Europe, autrement dit, ne signifierait pas.

M. Tchitcherine se déclare d'accord avec le Premier ministre anglais et il se déclare prêt à prendre l'engagement de non-agression, au nom de la République d'Estime-Orient.

La séance est alors renvoyée à l'après-midi.

M. Barthou confère avec M. Lloyd George

Il fait des réserves sur l'intervention des Russes

Gênes, 17 mai. — M. Barthou, chef de la

Le Cabinet britannique mis en minorité aux Communes

Londres, 17 mai. — Le gouvernement vient d'être mis en minorité à la Chambre des Communes sur la question des salaires des corps enseignants. La majorité de l'opposition est de trois voix.

Ce qui donne de la gravité à cet incident parlementaire, c'est que les « whigs » du gouvernement (autrement dit les « whigs » à la majorité), avaient été régulièrement donnés.

Il ne s'ensuit pas, évidemment, que la démission du cabinet aura lieu. Toutefois, l'incident est considéré comme significatif.

Le paiement de la dette française aux Etats-Unis

Le point de vue français

La « Chicago Tribune » publie l'information suivante, que nous reproduisons sous toutes réserves :

La réponse du quai d'Orsay au gouvernement américain concernant la dette française envers les Etats-Unis et qui était presque prête, a été suspendue et il se pourrait qu'elle ne soit pas envoyée avant plusieurs mois. De nouveaux facteurs ont profondément modifié le point de vue français : le comité de banquiers, présidé par M. Morgan, recommanderait probablement une réduction de la dette allemande des réparations; la réunion de La Haye doit forcément suspendre indéfiniment le remboursement de la dette russe de guerre envers la France, parce que la Russie ne peut pas payer. Si la dette allemande est réduite à 70 ou 80 milliards de marks or, la part de la France couvrirait à peine la dette française envers l'Amérique et l'Angleterre.

On dit que, dans ces conditions, il est impossible pour le gouvernement français de discuter la question du paiement intégral de la dette française. Le point de vue français est que la France doit recevoir les réparations intégrales avant de pouvoir rembourser ses dettes étrangères.

EN EXTRÊME-ORIENT

La proclamation de l'indépendance de la Mandchourie inquiète le Japon

On télégraphie de Tokio au « Times » que la proclamation de l'indépendance de la Mandchourie, bien qu'elle ne soit pas officielle, inquiète le Japon qui craint que des troubles ne se produisent en Mandchourie, et dans la Sibirie.

Il envisage aussi comme possible la reprise de la guerre en Extrême-Orient, qui reste subordonnée à l'attitude de Wu-Pei-Fu à l'égard de la déclaration de Chang-Tao-Lin.

La continuation des succès de Wu-Pei-Fu, si elle aboutissait à l'invasion de la Mandchourie, pourrait provoquer une action internationale.

Pélorins américains en Europe

Liverpool, 17 mai. — Le vapeur « Canada » est arrivé à Liverpool, ayant à bord 64 pélorins venant de Montréal en visite sur le Continent.

Un vapeur spécial a transporté ces pélorins à Calais, d'où ils gagneront Paris.

Un pénible incident dans le Rhône

Lyon, 17 mai. — Un regrettable incident est survenu à Sainte-Colombe (Rhône), à l'arrivée en gare de la démolition mortelle du lieutenant Fabre, du 401<sup>e</sup> d'infanterie, ramené du front, et dont les obsèques devaient être célébrées à Vienne (Isère). Mme veuve Fabre demandait à voir le cadavre du défunt qu'elle comptait reconnaître à certains signes particuliers. On juge de sa douleur surprise, elle constata qu'il y avait erreur sur la personne et que le corps n'était point celui de son mari.

Les Élections Cantonales

LE SCRUTIN DE BALLOTAGE DU DIMANCHE 21 MAI 1922

DANS LES CANTONS DE ROUBAIX

Une importante réunion de la Ligue d'Action Républicaine à Croix

LE SUCCÈS DE M. FERNAND MOTTE VA GRANDISSANT

Le candidat au Conseil général dans le canton Ouest développe son programme devant six cents électeurs. — Il est chaleureusement acclamé.

Continuant courageusement la campagne électorale, avec une juyvaine ardeur, M. F. Motte, a développé son programme, mercredi soir, dans la salle du Bon Français, à l'Alouette, devant six cents électeurs, qui ont prouvé par leurs acclamations réitérées, qu'ils étaient en communauté d'idées avec le sympathique candidat.

Le bureau était composé de MM. E. Dubois, président; A. Vanleys et A. Arzet, assesseurs.

ALLOCUTION DE M. E. DUBOIS

M. Dubois présente le candidat à l'assemblée. M. Motte, dit-il, va exposer son programme, et s'il se présente ensuite des contradicteurs, ceux-ci auront la parole à leur tour, car nous voulons la courtoisie dans la discussion. Vous avez devant vous, poursuit-il, un patron courageux et énergique, qui respecte toutes les opinions. M. Dubois fait ensuite allusion aux socialistes et communistes, qui viennent de se donner la main, tandis que tout récemment encore, les communistes répandaient dans le journal de leur parti, que M. Lebas, patron, avait engagé des ouvriers de la Paix, parce qu'ils étaient communistes, et qu'il leur avait même refusé la salle de la rue de l'Espérance pour leur réunion. M. Dubois donne alors la parole au candidat.

DISCOURS DE M. FERNAND MOTTE

Très alerte, avec une mâle vigueur, M. Motte, débute en faisant allusion à un marchandé de fleurs, à Paris, qui se trouvait dans le jardin, devant l'Arc de Triomphe, déclarant plaisamment en regardant le monument que le Kaiser avait un moment cessé l'espoir de passer sous ce monument, mais qu'il était tombé sur un « bec de gaz ». Oui, dit-il, la guerre est finie, et nous sommes tous d'accord ici, pour s'écrier « A bas la guerre! », car la guerre c'est l'angoisse, la misère et le deuil. Notre drapeau est revenu, de cette guerre, victorieux, mais déshérité; nous l'avons défendu côte à côte et nous nous sommes tous pas côte à côte dans la paix, autour de ce drapeau. Je ne suis pas, qui qu'on dise, pour la réaction, mais pour l'action, pour la paix, et je crois pouvoir porter très sincèrement ces trois couleurs.

Vous vous rappelez les débuts de cette guerre, la violation de la neutralité belge par les hordes allemandes. Pas un seul d'entre nous n'a protesté contre cette infamie. On ne peut pas oublier ce que l'ennemi a fait pendant les quatre années que nous avons passées ici sous sa botte pesante, tandis qu'il emmenait des femmes, des jeunes filles et des vieillards en otages. (Vifs applaudissements). La guerre s'est terminée par la victoire, il faut s'en souvenir pour la paix. Je suis patron, électoral, et comme tel, je désire que tous, patrons et ouvriers soient unis. Je veux qu'on améliore la situation de l'ouvrier. (Bravos prolongés).

La France, continue l'orateur, est une grande famille. Il ne faut que les grandes questions des réparations, les annulations de dettes, ne peuvent aboutir qu'avec le concours des Américains. On a vu le piège à Washington et le gouvernement s'en débarrasser plus qu'il est resté à la campagne électorale.

Les républicains ont la chance d'aborder la lutte sur un terrain favorable où le succès au moins apparent de la conférence de Washington, les ne l'abandonneront pas pour une autre plateforme, surtout celle de l'annulation des dettes.

LE PIÈGE

Mais si M. Lloyd George s'est associé avec tant d'empressement à l'invitation des Américains, c'est que non seulement il veut s'entendre coûte que coûte avec les soviets qui ne négocie aucun occasion de ramener l'infanterie allemande, mais aussi parce qu'il sait que les grandes questions des réparations, les annulations de dettes, ne peuvent aboutir qu'avec le concours des Américains. On a vu le piège à Washington et le gouvernement s'en débarrasser plus qu'il est resté à la campagne électorale.

Les républicains ont la chance d'aborder la lutte sur un terrain favorable où le succès au moins apparent de la conférence de Washington, les ne l'abandonneront pas pour une autre plateforme, surtout celle de l'annulation des dettes.

M. MAGINOT

présidera la 44<sup>e</sup> Fête fédérale de gymnastique à Marseille

Paris, 17 mai. — M. Maginot, ministre de la Guerre, a accepté l'invitation qu'est venue lui faire ce matin M. Cazatoff, président de l'Union des Sociétés de gymnastique de France, de présider la 44<sup>e</sup> fête fédérale qui aura lieu à Marseille le jeudi de la Pentecôte et au cours de laquelle la ville de Lille remettra à la ville de Marseille le drapeau de l'Union.

MM. Gaston Vidal et Henry Paté présideront le Congrès et les diverses cérémonies qui se dérouleront samedi 3 juin et dimanche 4 juin.

20.000 gymnastes de France, des colonies et de l'étranger sont attendus parmi lesquels 20 athlètes marocains envoyés par le maréchal Lyautey.

EN HAUTE-SILÉSIE

Le procès relatif aux incidents de Petersdorff

Oppeln, 17 mai. — Hier ont commencé, devant le tribunal interrégional d'exception d'Oppeln, les débats du procès relatif aux incidents de Petersdorff. Dix-huit prévenus sur vingt-trois se sont présentés.

Les chefs de l'accusation retiennent les faits d'assassinat, de meurtre et de complicité.

Les débats sont divisés en trois parties portant sur la découverte d'armes à l'école de Petersdorff, sur le guet-apens de Petersdorff et sur l'assassinat du secrétaire de police Selchert.

Pélorins américains en Europe

Liverpool, 17 mai. — Le vapeur « Canada » est arrivé à Liverpool, ayant à bord 64 pélorins venant de Montréal en visite sur le Continent.

Un vapeur spécial a transporté ces pélorins à Calais, d'où ils gagneront Paris.

Un pénible incident dans le Rhône

Lyon, 17 mai. — Un regrettable incident est survenu à Sainte-Colombe (Rhône), à l'arrivée en gare de la démolition mortelle du lieutenant Fabre, du 401<sup>e</sup> d'infanterie, ramené du front, et dont les obsèques devaient être célébrées à Vienne (Isère). Mme veuve Fabre demandait à voir le cadavre du défunt qu'elle comptait reconnaître à certains signes particuliers. On juge de sa douleur surprise, elle constata qu'il y avait erreur sur la personne et que le corps n'était point celui de son mari.

PETITES NOUVELLES

En Angleterre, le nombre des sans-travail diminue. Le Ministre du Travail annonce que dans la semaine se terminant le 8 mai, le nombre des sans-travail diminue de 22.222, ce qui fait que le nombre des sans-travail inscrits sur les registres officiels, était de 587.000, soit 225.333 de moins qu'au début de l'année.

De Waco (Texas) : Par suite des inondations, un pont situé sur la rivière Brazos, entre les villes de Waco et de Austin, a été détruit. On a employé une trentaine de personnes à traverser les sauteuses pour ramener que six personnes sur le rivage.

De la Havane : Deux banquiers, MM. Herman et Albert Lippman, ont été arrêtés sous l'accusation de fraude fiscale.

Un West Chester, non loin de New-York, on a trouvé un avion abandonné après une brusque atterrissement. Il avait à bord 150 bouteilles de whisky, dont les deux tiers avaient été brisées par la chute. L'avion, qui venait de Montréal, avait été affré par des contribuables.

Un Perth Amboy (New-Jersey), un incendie a détruit une grande partie des usines de l'United Fruit Co. dans lesquelles on fabriquait du blanc de céruse. Les dégâts sont évalués à trois millions de francs.

La « France Militaire » annonce que, suivant toute probabilité et conformément aux intentions manifestées par le Ministre de la Guerre,

LES REUNIONS SOCIALISTES

Une réunion électorale, rue de Mouvaux, à Roubaix, a été organisée ce soir par le parti socialiste. M. Kiebert, adjoint, et M. Kiebert, député-maire, ont pris successivement la parole.

M. Kiebert a développé le programme des constructions immobilières, de la mairie, de l'administration municipale, avenue Linné, puis il invite l'assistance à voter, dimanche, pour le candidat Lebas.

M. Lebas lui a ensuite succédé et a expliqué qu'au cours des réunions des fédérations socialistes et communistes qui ont eu lieu, mardi, à Lille, il a été décidé que chaque comité retiendra ses candidats au profit de ceux qui ont obtenu le plus de suffrages.

Il a ajouté que si, pendant la campagne, des paroles et des épithètes plus ou moins malsonnantes ont été dites de part et d'autre, il ne doit rester aucun ressentiment entre les partisans.

M. Lebas a terminé son discours en invitant tous les républicains à faire bloc, dimanche prochain, contre M. Fernand Motte.

Avant de lever la séance, M. Lortholios, qui présidait la réunion, a fait voter un ordre du jour en faveur de M. Lebas.

LES REUNIONS SOCIALISTES

Une réunion électorale, rue de Mouvaux, à Roubaix, a été organisée ce soir par le parti socialiste. M. Kiebert, adjoint, et M. Kiebert, député-maire, ont pris successivement la parole.

M. Kiebert a développé le programme des constructions immobilières, de la mairie, de l'administration municipale,